ORDRE DU JOUR

- Désignation du secrétaire de séance
- Approbation du compte rendu du conseil municipal du 24 septembre 2020

INTERCOMMUNALITE :

- Service commun ingénierie financière
- Rapports annuels des services publics délégués

FINANCES :

- Convention pour paiement en ligne PAYFIP avec DGFIP
- DM N° 1 : amortissement des immobilisations
- Investissement du budget 2021 : dérogation au principe d'annualité
- Demande DETR DSIL 2021 : maison de services France Services
- Demande subvention régionale maison de services
- Demande DETR DSIL 2021 : médiathèque
- Demande DSIL 2021 : éclairage de la salle des sports
- Subvention exceptionnelle à LAJ
- ALSH 2021 : tarifs et nombre d'animateurs

PERSONNEL :

- Prime COVID

INFORMATIONS DIVERSES

Nombre de membres présents : 24 sur 27 en exercice / qui ont pris part aux délibérations : 27 sur 27

Présents : BARBIER Anthony – BODART Barbara – BONDUELLE Jean - Bernard - BRICHE Laurent – CHOCHOY Nicolas - COCQUEMPOT Ludovic– CROQUELOIS Annick – DELAVAL Marjory - DEMAUDE Sandrine - DENIS Laurent – FOSSETTE Estelle –LAVOGIEZ Hugues - LEBOUCHER Jérôme - LECOFFRE Estelle – LOOTVOET Sabrina – LORGNIER Gabin - MAEGHT Nathalie - MASSON Alain – MERLIER Edith – POTEL Patrick – VALENTIN Monique - VANDAELE Didier – VERSCHEURE Douglas - WAROT Sophie.

Absents : Anne GOMBERT (pouvoir à Laurent DENIS) – Sandrine LORIO (pouvoir à Barbara BODART) – Antoine TUSO (pouvoir à Barbara BODART)

Le Conseil Municipal s'est réuni à 18h 30 à la salle polyvalente par autorisation dérogatoire COVID 19 et à huis clos.

Mr le Maire a fait état des procurations et a constaté que le quorum était atteint.

Il a ensuite désigné à l'unanimité secrétaire de séance, **Mr Anthony BARBIER.**

N'ayant fait aucune observation, le conseil municipal a adopté le compte rendu de conseil municipal du 24 septembre 2020 à l'unanimité.

1 - Adhésion au service commun d'ingénierie financière : dette et prospective

Les communes sont confrontées à la fois à une baisse de leurs dotations et à des besoins de services de la part de la population rendant nécessaire le besoin de vision à long terme des capacités financières.

Ainsi, par délibération du conseil communautaire qui sera prise à la prochaine réunion du 17 décembre 2020, la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer devrait acter le principe de création d'un service commun en charge de l'ingénierie financière : dette et prospective pour les communes qui souhaitent y adhérer.

Ainsi, deux agents de la direction des finances assureraient les missions suivantes pour le compte des communes membres :

- Pour l'activité « Gestion de la dette » :
 - compréhension de l'environnement financier
 - audit initial
 - valorisation et simulations des opérations en temps réel
 - assistance et suivi de la dette
 - détection d'opportunités
 - optimisation des encours selon les opportunités de marché
 -
- Pour l'activité « Prospective » :
 - vision synthétique de la santé financière de la collectivité
 - impact du contexte réglementaire
 - élaboration d'un Plan Pluriannuel d'Investissement
 - rapports détaillés des simulations d'investissement
 - création de 3 scénarios annuels
 - rapport d'analyse rétrospective et prospective
 - garantie des équilibres financiers (ratios, épargnes)
 - compréhension des marges de manœuvre

Il est envisagé un accompagnement de plusieurs jours, évolutif selon la strate de population comprenant la rédaction de rapports de suivi budgétaire et de la dette, et d'études spécifiques en fonction des besoins de la commune.

La direction des finances s'est dotée de logiciels spécifiques pour permettre aux communes d'accéder directement aux informations les concernant. Le coût annuel de ce service sera réparti entre les communes adhérentes, suivant une clé de répartition basée sur la strate de population, comme suit :

- moins de 1 000 habitants : 1 500 euros
- de 1 000 à 4 999 habitants : 2 500 euros
- de 5 000 à 8 999 habitants : 5 000 euros
- 9 000 habitants et plus : 10 000 euros

Pour la commune d'Eperlecques, ce sera un coût de 2 500 euros à l'année.

Mrs DENIS, VANDAELE et Mme DELAVAL ont reçu les services de la CAPSO qui ont présenté l'outil d'ingénierie financière. Mr le Maire précise qu'il n'y avait pas de perspectives jusqu'à ce jour ; la population augmente et les projets d'investissement vont continuer d'abonder durant le mandat. Il y a donc lieu d'établir des tableaux de bord en matière de programme pluriannuel des investissements et d'emprunts.

Les montants pourront être revus annuellement en fonction du nombre de communes adhérentes et du coût réel du service.

Pour répondre à Mr COCQUEMPOT, Mr le Maire explique que ce coût ne devrait pas trop augmenter car le nombre de communes adhérentes est susceptible de croître.

L'adhésion de la commune est effective à compter de la signature de la convention précisant les modalités organisationnelles et financières.

La création de ce service s'inscrit dans le cadre du schéma de mutualisation et relève de la mise à disposition de services conformément à l'article L5211-4-1 du code général des collectivités territoriales.

La mise en place du service commun est prévue pour le 1^{er} janvier 2021.

Il est demandé au conseil municipal qui décide à l'unanimité de :

- valider l'adhésion de la commune au service commun « Ingénierie financière : dette et prospective », qui sera mis en place et géré par la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer, à compter 1^{er} janvier 2021,
- d'approuver la convention de mise à disposition de services entre la CAPSO et la commune ainsi que les conditions financières,
- autoriser le Maire, ou son représentant légal, à signer la convention de mise à disposition de service entre la CAPSO et la commune.

2 - RAPPORTS SUR L'EXPLOITATION DES SERVICES DELEGUES – COMPTES RENDUS ANNUELS TECHNIQUES ET FINANCIERS DE L'EXERCICE 2019

Conformément à l'article L 1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rappelle que les rapports annuels suivants doivent être présentés au conseil municipal lorsqu'il y a délégation de service public à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale avant le 31 décembre 2020.

Toutefois, il précise que les rapports sont mis à disposition uniquement au siège de la CAPSO et non plus également dans les mairies des communes membres comme c'était le cas auparavant. La CAPSO donne une adresse électronique pour les demandeurs sur demande en mairie.

Conformément aux articles D2224-5 du CGCT, Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée les différents rapports et le tableau récapitulatif par commune qui sont en ligne compte tenu de l'épaisseur des mémoires :

- eau potable,
- assainissement collectif et non collectif,
- déchets ménagers.

Mr le maire précise que les rapports sur les transports ne sont pas inscrits à l'exercice.

Le Conseil Municipal PREND ACTE de ces différents rapports approuvés par le Conseil Communautaire de la CAPSO. Ils seront mis à la disposition du public qui en sera averti par voie d'affichage.

3 - CONVENTION D'ADHESION AU PAIEMENT EN LIGNE PAYFIP TITRES ET PAYFIP REGIE

Mr le Maire expose à l'assemblée que l'offre de paiement en ligne PAYFIP a été élaborée pour accompagner les collectivités et leurs établissements publics à répondre à l'obligation fixée par le décret du 1^{er} août 2018 de mise à disposition des usagers d'un moyen de paiement en ligne.

Cette obligation concerne à la fois les titres pris en charge par le comptable de la commune mais aussi les factures émises pour la régie cantine garderie.

Les collectivités adhérentes ont la possibilité de donner à leurs usagers l'accès à PAYFIP selon deux modalités :

- Soit directement depuis leur site internet
- Soit par le site mis à disposition gratuitement par la DGFIP

Avec l'adhésion PAYFIP TITRES, l'utilisateur choisit pour chaque paiement :

- soit le paiement en ligne par carte bancaire
- soit le paiement en ligne par prélèvement unique

L'offre PAYFIP REGIE est proposée aux collectivités ayant recours à la gestion directe de leurs services publics par le biais de régies de recettes, ce qui est le cas pour la cantine garderie d'Eperlecques.

L'assemblée délibérante est invitée à autoriser Mr le Maire à signer la convention d'adhésion au paiement en ligne PAYFIP TITRES Et REGIE avec la Direction Générale des finances Publiques (DGFIP). Mr le Maire précise que ce mode de paiement va se développer compte de la fermeture attendue de la trésorerie d'Ardres en 2022 et du basculement vers la trésorerie de Saint-Omer.

Pour répondre à Mme LOOTVOET, Mr le Maire explique que ce service n'entraînera pas de coût supplémentaire pour la commune.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Mr le Maire à signer la convention d'adhésion au paiement en ligne PAYFIP TITRES Et REGIE avec la Direction Générale des finances Publiques (DGFIP).

4 - DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 1

L'article L.2321-2 27° du C.G.C.T. dispose que les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes et leurs établissements publics dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants. Les

crédits au chapitre 042 en dépenses de fonctionnement, au 041 en dépenses et en recettes d'investissement et au 040 en recettes d'investissement, n'étant pas suffisant pour constater les écritures afférentes aux opérations d'ordres, il convient de procéder ainsi :

Dépenses de fonctionnement : Chapitre 042 6811 : + 22 595 €

Chapitre 011 615221 : - 22 595 €

Recettes d'investissement : Chapitre 040 28031 : + 1 080 €

28041512 : + 9 131.20 €

28046 : + 1 641.60 €

28051 : + 3 705.00 €

28135 : + 136.00 €

281534 : + 177.00 €

281568 : + 360.60 €

28158 : + 100.00 €

28181 : + 2 563.00 €

28183 : + 1 000.00 €

28184 : + 1 400.00 €

28188 : + 1 300.00 €

Recette d'investissement : Chapitre 13 1388 : - 22 595 €

De plus des frais d'études et d'insertion ont été comptabilisés ces dernières années mais n'ont pas fait l'objet de mouvement, en effet si ceux-ci ont été suivi de travaux, ils doivent être intégrés au montant de l'immobilisation concernés sinon amortis sur 5 ans.

Il convient donc d'intégrer ces frais d'études et d'insertion comme suit :

Recettes d'investissement : Chapitre 041 2031 : + 11 136 €

Chapitre 13 1388 : - 11 136 €

- Dépenses d'investissement : Chapitre 041 21318 : + 11 136 €
Chapitre 21 21318 : - 11 136 €

- Recettes d'investissement : Chapitre 041 2033 : + 3 416.53 €
Chapitre 13 1388 : - 3 416.53 €

- Dépenses d'investissement : Chapitre 041 21312 : + 1 953 €
Chapitre 041 2151 : + 1 463.53 €
Chapitre 21 21318 : - 3 416.53 €

Mr le Maire précise que ce sont des opérations d'ordre qui ne remettent pas en cause le budget général ; il s'agit d'équilibre budgétaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité d'approuver les modifications proposées ci-dessus.

5 - INVESTISSEMENT DU BUDGET 2021- DEROGATION AU PRINCIPE D'ANNUALITE

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article 1612-1,
Afin de pouvoir régler les factures d'investissement avant l'adoption du budget de l'exercice 2021,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,
Et à l'unanimité, décide :

- 1) D'autoriser Monsieur Le Maire à engager, liquider et mandater ces dépenses d'investissement, dans la limite de 335 555.35 € représentant le quart des crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2020 (hors restes à réaliser et autorisations de programme / crédits de paiement) aux chapitres :

20 : 21 500 €
204 : 12 312 €
21 : 1 003 917.40 €
23 : 304 492.00 €

Soit un total de 1 342 221.40 €

- 2) D'imputer ces dépenses à provenir de cette décision aux chapitres 20, 204, 21 et 23 du budget 2020.

Mr le Maire rappelle à l'assemblée que cette délibération avait été mise en place l'an dernier afin de continuer à payer les entreprises avant le vote du budget primitif de l'exercice en cours.

6 – DEMANDE DETR et DSIL 2021 : création d'une maison de services publics FRANCE SERVICES

Mr le Maire expose à l'assemblée qu'avant le 1^{er} janvier 2022, les bourgs centres du canton puissent s'équiper d'une maison de services publics à destination de la population locale et environnante (moins de 30 mn du domicile de chaque habitant).

Cette maison proposera des services offerts par des opérateurs partenaires : CAF, Assurance Maladie, Assurance retraite, Pôle Emploi, MSA, la Poste...

Mr le Maire a fait étudier par un maître d'œuvre la possibilité de reconcevoir le bâtiment du RAM 5, rue de la Place qui accueille actuellement le réseau d'assistantes maternelles, la PMI, les permanences du CCAS, téléthon, RSA....

Ce projet entre parmi les opérations recevables par l'Etat en priorité 1 pour la DETR : création, maintien, ou extension des services publics en milieu rural, notamment une maison de services publics.

La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) peut s'élever jusqu'à 25% du montant des travaux subventionnables.

De même, la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) peut être sollicitée dans le cadre de projets concourant à l'amélioration de l'accès au service.

Le maître d'ouvrage se doit d'assurer un autofinancement de 20% minimum.

Mr le Maire demande à l'assemblée l'autorisation de mettre en œuvre le projet, de déposer une demande de subvention au titre de la DETR et de la DSIL et de joindre un plan de financement lors de la demande.

Plan de financement de l'opération

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Acquisition immobilière/foncière*		ETAT :		
Travaux extension du RAM pour mise en place d'un guichet France services : gros œuvre, charpente, étanchéité, menuiseries extérieures, plâtrerie, électricité, chauffage, peinture, VRD	60 000, 00 €	DETR	17 550, 00 €	25%
		DSIL	17 550, 00 €	25%
honoraires Maître d'oeuvre	7 000,00 €			
CSPS	1 200,00 €	Conseil régional		
Contrôle technique	2 000,00 €			
			21 060, 00 €	30%
Coût total de l'opération (A)	70 200, 00	Sous-total		

		€	56 160, 00 €	80%
<u>Pour les dossiers relevant du développement économique :</u> Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est > à 1 M€ (B)		Fonds propres communaux	14 040, 00 €	20 %
		Emprunts		
		Crédit-bail		
		<u>Pour les dossiers relevant du développement économique :</u> Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est < à 1 M€		
		Sous-total	14 040, 00 €	20 %
TOTAL base éligible (A - B)	70 200, 00 €	Total de ressources	70 200,00 €	100 %
*Le montant des acquisitions immobilières ou foncières doit être estimé par « FRANCE DOMAINE »				

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après avoir délibéré, valide le plan de financement ci-dessus proposé et autorise Mr le Maire à faire toutes les démarches nécessaires à la demande auprès de l'Etat des subventions DETR et DSIL.

7 – DEMANDE DE FONDS SPECIAL DE RELANCE ET DE SOLIDARITE AVEC LES TERRITOIRES : création d'une maison de services publics FRANCE SERVICES

Mr le Maire expose à l'assemblée que le Conseil Régional des Hauts de France réuni le 13 octobre 2020 a pris une délibération de principe mettant en œuvre un fonds spécial de relance et de solidarité avec les territoires, mobilisable jusqu'à la fin de l'année 2021, et destiné aux communes des Hauts de France.

Le projet d'une maison de services sur la commune avec un rayonnement extra-communal peut être éligible selon les critères arrêtés par la Région.

Mr le Maire a fait étudier par un maître d'œuvre la possibilité de reconcevoir le bâtiment du RAM sis 5 rue de la Place qui accueille actuellement le réseau d'assistantes maternelles, la PMI, les permanences du CCAS, téléthon, RSA....

La subvention régionale peut s'élever jusqu'à 30 % du montant des travaux subventionnables et plafonnée à 150 000 euros le projet. La part du maître d'ouvrage devra être au minimum de 20 %.

Mr le Maire demande à l'assemblée l'autorisation de déposer une demande de subvention et de joindre un plan de financement lors de la demande.

Plan de financement de l'opération

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Acquisition immobilière/foncière*		ETAT :		
Travaux extension du RAM pour mise en place d'un guichet France services : gros œuvre, charpente, étanchéité, menuiseries extérieures, plâtrerie, électricité, chauffage, peinture, VRD	60 000, 00 €	DETR	17 550, 00 €	25%
		DSIL	17 550, 00 €	25%
honoraires Maître d'oeuvre	7 000,00 €			
CSPS	1 200,00 €	Conseil régional		
Contrôle technique	2 000,00 €		21 060, 00 €	30%
Coût total de l'opération (A)	70 200, 00 €	Sous-total	56 160, 00 €	80%
		Fonds propres communaux	14 040, 00 €	20 %
		Emprunts		

		Crédit-bail		
Pour les dossiers relevant du développement économique :		Pour les dossiers relevant du développement économique :		
Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est > à 1 M€		Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est < à 1 M€		
(B)		Sous-total	14 040, 00 €	20 %
TOTAL base éligible (A - B)	70 200, 00 €	Total de ressources	70 200,00 €	100 %
*Le montant des acquisitions immobilières ou foncières doit être estimé par « FRANCE DOMAINE »				

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après avoir délibéré, valide le plan de financement ci-dessus proposé et autorise Mr le Maire à faire toutes les démarches nécessaires à la demande de subvention auprès du Conseil Régional au titre du fonds spécial de relance et de solidarité avec les territoires.

8- DEMANDE DETR DSIL 2021 : extension d'une médiathèque : développement d'un service public culturel en milieu rural

Mr le Maire expose à l'assemblée que la bibliothèque municipale qui fonctionne bien et qui est reconnue et demandée sur le territoire de la CAPSO, doit se développer plus encore.

Le bâtiment qui accueille actuellement la bibliothèque se fait trop étroit aujourd'hui.

Mr le Maire a fait réaliser une étude par un maître d'œuvre sur le potentiel en espace offert par l'ancienne école maternelle du centre très bien placée.

Il s'agit afin d'obtenir les subventions nécessaires par divers organismes financeurs à condition que le bâtiment puisse répondre aux normes définies pour un futur complexe culturel.

Mr le Maire souhaite que la commune qualifiée de bourg centre poursuive ses offres et une attractivité en terme de services publics pour une population environnante qui dépasse le territoire communal, notamment en matière de culture tout en transformant l'ancienne école maternelle en véritable médiathèque.

La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) peut s'élever à 25% du montant des travaux subventionnables.

De même, une demande de subvention au titre de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) peut être sollicitée dans le cadre de la redynamisation des centres bourgs.

Mr le Maire demande à l'assemblée l'autorisation de mettre en œuvre le projet et déposer une demande de subvention au titre des DETR et DSIL et de joindre un plan de financement lors de la demande.

Plan de financement de l'opération

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Acquisition immobilière/foncière*		ETAT :		
Travaux de transformation d'une ancienne école maternelle en médiathèque : gros œuvre étendu, charpente, couverture, menuiseries extérieures, électricité, chauffage, peinture	263 200, 00 €	DETR	73 722,00 €	25%
		DSIL	162 188, 40 €	55%
honoraires Maitre d'oeuvre	23 688,00 €			
bureau de contrôle	3 000,00 €			
CSPS	1 500,00 €			
Audit énergétique	2 500, 00 € 1 000, 00 €			
Expertise amiante et plomb				
Coût total de l'opération (A)	294 888,00 €	Sous-total	235 910, 40 €	80%
		Fonds propres communaux	58 977, 60 €	20 %
		Emprunts		
		Crédit-bail		
<u>Pour les dossiers relevant du développement économique :</u>		<u>Pour les dossiers relevant du développement économique :</u>		
Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est > à 1 M€		Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est < à 1 M€		
(B)			58 977, 60 €	20 %

		Sous-total		
TOTAL base éligible (A - B)	294 888, 00€	Total de ressources	294 888, 00 €	100 %
*Le montant des acquisitions immobilières ou foncières doit être estimé par « FRANCE DOMAINE »				

Mr le Maire précise que cette mise aux normes du futur bâtiment (surfaces obligatoires et autres critères) pourront faire l'objet d'aides départementales et intercommunales.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après avoir délibéré, valide le plan de financement ci-dessus proposé et autorise Mr le Maire à faire toutes les démarches nécessaires à la demande auprès de l'Etat des subventions DETR et DSIL.

9- DEMANDE DSIL 2021 : REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES A LA SALLE DE SPORTS PAR DES LED

Mr le Maire expose à l'assemblée que l'Etat accompagne par la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), les projets d'investissement structurants des communes.

Mr le Maire souhaite que l'éclairage de la salle de sports soit remplacé et puisse répondre aux nouvelles normes de transition énergétique.

Parmi les priorités thématiques éligibles à un financement par la DSIL, la rénovation thermique, la transition énergétique, et le développement des énergies renouvelables sont repris à l'article L2334-42 du code général des collectivités territoriales.

Sont concernés les projets présentant un gain rapide énergétique telle que la modernisation des systèmes d'éclairage.

Mr le Maire expose qu'une estimation de l'opération représenterait un coût de 13 300 euros HT.

Le maître d'ouvrage se doit d'assurer un autofinancement de 20% minimum.
De fait, il est possible de solliciter la DSIL jusqu'à hauteur de 80 % du montant des travaux.

Mr le Maire demande à l'assemblée d'accepter le projet et d'arrêter les modalités de financement.

Plan de financement de l'opération

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Acquisition immobilière/foncière*		ETAT :		
Fourniture et remplacement des éclairages de la salle de sport par un luminaire LED de 28		DSIL		80%

unités	13 300, 00 €		10 640, 00 €	
Coût total de l'opération (A)	13 300, 00 €	Sous-total	10 640, 00 €	80%
		Fonds propres communaux	2 660, 00 €	20 %
		Emprunts		
		Crédit-bail		
		—		
<u>Pour les dossiers relevant du développement économique :</u>		<u>Pour les dossiers relevant du développement économique :</u>		
Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est > à 1 M€		Recettes de commercialisation lorsque le coût du projet est < à 1 M€		
(B)		Sous-total	2 660, 00 €	20 %
TOTAL base éligible (A - B)	13 300, 00 €	Total de ressources	13 300,00 €	100 %
*Le montant des acquisitions immobilières ou foncières doit être estimé par « FRANCE DOMAINE »				

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après avoir délibéré, valide le plan de financement ci-dessus proposé et autorise Mr le Maire à faire toutes les démarches nécessaires à la demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la DSIL.

10 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION LOISIRS ANIMATIONS JEUNES (LAJ)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le concours des illuminations de Noël a pris ses marques. Les récompenses offertes aux participants se font actuellement par bons d'achat auprès de commerces locaux.

L'association LAJ fortement impliquée dans la mise en place de ce concours,

Mr le Maire propose donc à l'assemblée de déléguer à l'association LAJ l'organisation de celui-ci et d'allouer pour se faire à la dite association une subvention de 3 000 euros à titre exceptionnel. Les commerçants qui ont illuminé malgré la crise sanitaire seront aussi récompensés.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'allouer une subvention exceptionnelle de 3 000 euros à l'association LAJ qui sera chargée de récompenser les lauréats du concours d'illuminations.

11 - ALSH – FIXATION DES TARIFS ET DU NOMBRE D'ANIMATEURS POUR LES VACANCES D'HIVER, PRINTEMPS ET ETE 2021

Le Conseil Municipal est informé du fonctionnement de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement lors des vacances scolaires d'hiver et de printemps 2020.

Les dates et horaires de fonctionnement sont les suivants :

- Vacances d'hiver : du lundi 1^{er} mars au vendredi 5 mars 2021 - de 14h00 à 18h00.
- Vacances de printemps : du lundi 26 avril au vendredi 7 mai 2021 - de 14h00 à 18h00.
- Il concerne les enfants de 4 à 16 ans.

Monsieur le Maire précise qu'il convient de fixer le nombre d'animateurs ainsi que les tarifs d'inscription.

Il rappelle, selon la convention d'objectifs et de financement de « l'aide aux temps libres » signée en 2012 avec la Caisse d'Allocations Familiales, l'aide globale est versée sous la forme d'une aide au partenaire : pour l'année 2021, cette aide est forfaitaire pour un montant maximal de :

- 1.70 € par demi-journée de présence enfant dans le cadre d'un accueil de loisirs fonctionnant à la demi-journée pour un Quotient Familial de 0 à 617 € ;

Aide complétée par une majoration de 0,10 € par demi-journée enfant.

Sur recommandation de la CAF, il est proposé de passer à 2 tranches au lieu de 3 antérieurement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité :

- De fixer à 5 maximum le nombre d'animateurs pour le fonctionnement du ALSH des vacances d'hiver et de printemps ;
- D'appliquer les tableaux tarifaires suivants pour les vacances d'hiver :

Tarif pour 1 semaine de 5 jours :

QUOTIENT FAMILIAL CAF	TARIF PAR SEMAINE POUR LES EPERLECQUOIS	TARIF PAR SEMAINE POUR LES NON EPERLECQUOIS Aide forfaitaire déduite
De 0 à 617 €	8,50 €*	13,00 €*
Supérieur à 617 €	19,00 €	24,00 €

*Aide forfaitaire déduite

- D'appliquer les tableaux tarifaires suivants pour les vacances de printemps :

Tarif pour 1 semaine de 5 jours :

QUOTIENT FAMILIAL CAF	TARIF PAR SEMAINE POUR LES EPERLECQUOIS	TARIF PAR SEMAINE POUR LES NON EPERLECQUOIS Aide forfaitaire déduite
De 0 à 617 €	8,50 € *	13,00 € *
Supérieur à 617 €	19,00 €	24,00 €

*Aide forfaitaire déduite

Les familles s'engagent à inscrire leurs enfants à la semaine.

De même, le Conseil Municipal est informé du fonctionnement de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement lors des vacances scolaires d'été 2021.

Les dates et horaires de fonctionnement sont les suivants :

- Vacances d'été : du jeudi 08 juillet au vendredi 31 juillet 2021 dans les locaux de du groupe scolaire de la Liette, sis 11 rue de la mairie - de 9h00 à 17h00.
- Il concerne les enfants de 4 à 16 ans.

Monsieur le Maire précise qu'il convient de fixer le nombre d'animateurs ainsi que les tarifs d'inscription.

Il rappelle encore, selon la convention d'objectifs et de financement de « l'aide aux temps libres » signée en 2012 avec la Caisse d'Allocations Familiales, l'aide globale est versée sous la forme d'une aide au partenaire : pour l'année 2020, cette aide est forfaitaire pour un montant maximal de :

- 3,40 € par jour de présence enfant pour un Quotient Familial de 0 à 617 € ;

Aide complétée par une majoration de 0,10 € par jour et par enfant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité :

- De fixer à 19 maximum le nombre d'animateurs pour le fonctionnement de l'ALSH de juillet 2021, effectif auquel s'ajoutent une directrice et un adjoint ;

D'appliquer les tableaux tarifaires suivants pour les vacances d'été :

Les familles s'engagent à inscrire leurs enfants à la semaine :

QUOTIENT FAMILIAL CAF	TARIF PAR SEMAINE POUR LES EPERLECQUOIS			TARIF PAR JOUR POUR LES EPERLECQUOIS Aide forfaitaire déduite
	Semaine1 (2jours/ semaine)	Semaine 2 (4jours/ semaine)	Semaines 3 et 4(5 jours/semaine)	
De 0 à 617 €	7,20 € *	14,40 € *	18,00 € *	3, 60 € *
Supérieur à 617 €	17,60 €	35, 20 €	44,00 €	8,80 €

*Aide forfaitaire déduite

QUOTIENT FAMILIAL CAF	TARIF PAR SEMAINE POUR LES NON EPERLECQUOIS			TARIF PAR JOUR POUR LES NON EPERLECQUOIS Aide forfaitaire déduite
	Semaine1 (2jours/ semaine)	Semaine 2 (4jours/ semaine)	Semaines 3 et 4 (5 jours/semaine)	
De 0 à 617 €	11,60 € *	23,20 € *	25,00 € *	5, 80 € *
Supérieur à 617 €	21,60 €	43,20 €	54,00 €	10,80 €

*Aide forfaitaire déduite

12 - PRIME EXCEPTIONNELLE LIEE A LA CRISE DU COVID 19

Mr le Maire rappelle à l'assemblée que le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 permet aux collectivités de verser une prime exceptionnelle à ceux de leurs agents particulièrement mobilisés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie.

L'article 8 du décret prévoit que, pour les agents territoriaux :

- Les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par délibération de l'organe délibérant dans la limite d'un plafond de 1 000 euros par agent.
- Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont déterminés par Mr le Maire.

Mr le Maire précise que cela représente 2415 euros pour l'ensemble des agents concernés. De même, lors du vote du budget primitif 2020, le chapitre du personnel prévoyait les remplacements et les renforcements de personnel durant cette période de crise sanitaire.

Le conseil municipal décide à l'unanimité de verser une prime de 15 euros par jour de présence ou de télétravail pour les agents ayant travaillé en présentiel et en télétravail sur la période du confinement du 17 mars au 10 mai 2020, et précise que les crédits suffisants restent prévus au budget de l'exercice.

INFORMATIONS DIVERSES

- Sur demande de Mme MERLIER, Mme BODART a rendu compte à l'assemblée du projet de guichet Frances Services avec les critères exigés par l'Etat pour des aides financières et la labellisation du bâtiment. La commune d'Eperlecques serait un des sites reconnus par l'Etat et la CAPSO sur le territoire de l'Audomarois. Mr le Maire a répondu à Mr COCQUEMPOT sur le recrutement obligatoire de 2 agents avec un minimum de plages horaires à déterminer en fonction des besoins de la population (jour de marché par exemple) : il y aura une réflexion sur la mutualisation des ressources humaines avec des compétences certaines.
Mr le Maire évoque le développement de la structure avec l'arrivée de nouveaux partenaires en plus de ceux imposés par l'Etat, qui pour répondre à Mr BONDUELLE, sera au service d'un maximum de public varié (l'urbanisme par exemple). Il rappelle à Mmes LECOFFRE et LOOTVOET que cette structure s'adresse aussi aux communes environnantes compte tenu de l'attractivité géographique d'Eperlecques et qu'on ne peut pas faire supporter financièrement ces communes aux frais de fonctionnement conformément à la labellisation du bâtiment par l'Etat.
Enfin le RAM se prête plus à l'extension du service commun (salles confidentielles, accueil adapté) que l'actuelle bibliothèque.
- Travaux d'assainissement rue du Gandspette : les travaux de goudronnage ont eu lieu les 11 et 12 décembre 2020. L'entreprise LTP reprendra la suite et la fin des travaux le 18 janvier 2021.
- Mr le Maire a réparti les équipes d'élus pour la distribution des colis : mise en sachet et portage des colis, ainsi que la distribution des friandises aux écoles.
- Mr le Maire a rappelé les dates décalées de ramassages des poubelles en fonction des fêtes ainsi que les jours de marché avancés au mercredi. Il a souligné le succès de la vente de sapins pour le téléthon.
- Mr BONDUELLE souhaiterait une programmation des dates de réunions : Mr le Maire est favorable mais en fonction d'obligations autres comme les réunions de la CAPSO.
- Des groupes de travail sur les projets de territoire vont se dérouler au premier semestre 2021 dont un sur la commune d'Eperlecques : 2 élus seront à désigner en plus du maire.
- La CAPSO a subi un virus informatique qui a été résorbé depuis.
- Les membres du CMJ ont été élus à distance à cause de la crise sanitaire.
- Mr Bernard MANSEL a pris ses droits à la retraite au 31 décembre 2020 : Mr Maxime BAILLARD le remplace dans le cadre d'un CDD.
- Mme BODART pour faire suite au paiement en ligne de la cantine et garderie a rappelé les conditions d'inscription et les modalités de facturation.
- Les élus se sont rassemblés à l'extérieur pour souhaiter en vidéo les meilleurs voeux à la population.

Après signature des registres, Mr le Maire a levé la séance à 20 h 40 .

Le secrétaire de séance

Mr Anthony BARBIER